Contre l'Europe forteresse, solidarités sans frontières

vendredi 22 juin 2018, par [VACHETTA Roseline](#) (Date de rédaction antérieure : 20 juin 2018).

La tragédie de l'Aquarius vient rappeler les jours sombres de mai 1939, lorsque le Saint-Louis, avec à son bord 900 juifs fuyant le tout nouveau régime nazi, se vit refuser l'entrée dans de nombreux ports.

Ils et elles sont aujourd'hui des millions à essayer de fuir les guerres, les dictatures, la faim. CertainEs viennent se réfugier en Europe et se heurtent à cette forteresse surarmée qu'est l'UE ultralibérale. Ce système inique, révoltant, les conduit parfois jusqu'à la mort en Méditerranée ou en Libye.

L'Aquarius, conséquence des politiques migratoires européennes

En Libye, avec le financement de camps de rétention, l'UE finance un soutien logistique pour que les gardes-côtes traquent les embarcations des « évadéEs » des camps. Cela leur permet de pouvoir disputer aux bateaux des ONG solidaires la « récupération » des rescapéEs pour les ramener dans les camps. Dans le même temps, l'UE tente de criminaliser ces ONG, les traînant en justice pour délit de complicité avec les passeurs et bloquant le départ de plusieurs de leurs bateaux. Stratégies efficaces, hélas, puisque, selon l'Agence des Nations unies pour les migrations (OIM), au 1^{er} semestre 2018 seulEs 35 000 migrantEs ont pu débarquer sur les côtes italiennes, soit deux fois moins qu'au 1^{er} semestre 2017. La commission européenne appelle cela « tarir les flux migratoires » !

Le prochain conseil européen doit modifier le règlement Dublin. Après le ras-le-bol exprimé par la Grèce et l'Italie en particulier, qui reçoivent la quasi totalité des réfugiéEs, il s'agit de dispatcher ceux-ci dans les autres États de l'UE. Non pas à partir des souhaits légitimes des personnes qui savent en général où elles veulent aller, mais en fonction des tractations entre les différents États européens. Cela a pour nom déportation !

Quant au futur budget de Frontex, il sera multiplié par trois. Les 34 milliards d'euros qui lui seront alloués serviront à l'embauche de 10 000 gardes-côtes supplémentaires, à une plus grande sécurisation humaine et matérielle des douanes et des frontières extérieures ainsi qu'au renforcement de l'organisation des expulsions des migrantEs déclarés illégaux.

Le cynisme des gouvernants

La palme du cynisme revient sans doute au ministre de l'Intérieur italien Matteo Salvini qui s'est opposé, au mépris du droit humanitaire, à l'accueil des 623 naufragéEs recueillis sur l'Aquarius et a crié « Victoire ! » à cette occasion. Cynisme de Macron également qui, après 72 heures de silence car « il ne faut jamais réagir sous le coup de l'émotion » et une leçon de morale à l'Italie, a fini par refuser l'ouverture des ports français pour « ne pas créer de précédent » ! Décision saluée par toute la droite extrême, dont Éric Ciotti : « L'Aquarius a une destination toute trouvée : il faut qu'il retourne vers la côte libyenne. C'est la fermeté qui est gage d'humanité » (*sic*).

Ce qui est à l'œuvre maintenant, c'est une force réactionnaire européenne, nourrie par les bons scores des partis d'extrême droite. Le chancelier d'Autriche et le ministre de l'Intérieur allemand, qui estiment trop lent l'achèvement de la forteresse Europe, proposent la création d'un axe Rome-Vienne-Berlin, auquel pourraient participer Budapest, Prague, Bratislava et Varsovie. Avec comme première action commune la bataille pour l'ouverture de centres de « protection » dans des pays européens non membres de l'UE.

Le profit pour seule boussole

Le traitement des migrantEs est un marché juteux profitant à des multinationales de nombreux secteurs : vente d'armes, création et gestion de systèmes informatiques interconnectés de fichages, formation clef en main pour les agents de sécurité du bassin méditerranéen, construction de murs en béton ou en métal et de centres de rétention... De plus, les migrantEs qui ont réussi à entrer sur le territoire européen, mais qui demeurent sans droit, trouvent généralement des « petits boulots » sans salaire décent, sans ouverture d'aucun droit. Ils contribuent à l'enrichissement du pays où ils et elles vivent sans bénéficier de sa richesse. Ils sont 500 000 en France. Toujours présentés comme fauteurs de crise et porteurs de danger, ils sont utiles pour maintenir les divisions, exacerber les peurs et le racisme. En organisant la guerre entre les exploitésEs, entre les opprimésEs, les gouvernants européens tentent de détourner du seul combat qui vaille, celui pour la destruction du système qui produit une telle barbarie.

Les migrantEs font partie de la solution !

Nul ne doit être illégal sur cette planète, c'est pour cela qu'il faut ouvrir les frontières, accorder à chacune et chacun la liberté de circuler librement et de s'installer où il le souhaite, la régularisation et la citoyenneté de résidence. Le règlement Dublin doit être supprimé ainsi que l'agence Frontex. Mais rien ne nous sera donné, nous devons agir davantage avec les migrantEs, soutenir, populariser leurs luttes, ne rien laisser passer des propos et actes racistes dont ils et elles sont quotidiennement victimes. La solidarité est notre moteur, la construction d'un monde par et pour le plus grand nombre notre objectif. Personne n'est de trop dans ce combat et surtout pas les migrantEs !

Roseline Vachetta

P.-S.

* Créé le Mercredi 20 juin 2018, mise à jour Jeudi 21 juin 2018, 12:59 :

<https://npa2009.org/actualite/antiracisme/contre-leurope-forteresse-solidarites-sans-frontieres>